

---

**Présidence : Italie****1180<sup>e</sup> SÉANCE PLÉNIÈRE DU CONSEIL**1. Date : jeudi 22 mars 2018Ouverture : 10 h 05  
Suspension : 13 h 05  
Reprise : 15 heures  
Clôture : 15 h 402. Président : Ambassadeur L. Fratini

Le Président a, également au nom du Conseil permanent, présenté ses condoléances à l'Afghanistan (partenaire pour la coopération) à la suite de l'attentat terroriste commis à Kaboul le 21 mars 2018.

3. Sujets examinés – Déclarations – Décisions/documents adoptés :

Point 1 de l'ordre du jour : DÉCISION SUR LA PROROGATION DU MANDAT DE LA MISSION SPÉCIALE D'OBSERVATION DE L'OSCE EN UKRAINE

Président

**Décision** : le Conseil permanent a adopté la Décision n° 1289 (PC.DEC/1289) sur la prorogation du mandat de la Mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine ; le texte de cette décision est joint au présent journal.

Président, Canada (déclaration interprétative, voir la pièce complémentaire 1 à la décision), Fédération de Russie (déclaration interprétative, voir la pièce complémentaire 2 à la décision), Bulgarie-Union européenne (l'Albanie, l'ex-République yougoslave de Macédoine et le Monténégro, pays candidats ; la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association et pays candidat potentiel ; l'Islande et la Norvège, pays de l'Association européenne de libre-échange, membres de l'Espace économique européen ; ainsi que la Géorgie et Saint-Marin, souscrivent à cette déclaration) (déclaration interprétative, voir la pièce complémentaire 3 à la décision),

France (déclaration interprétative, voir la pièce complémentaire 4 à la décision), États-Unis d'Amérique (déclaration interprétative, voir la pièce complémentaire 5 à la décision), Ukraine (déclaration interprétative, voir la pièce complémentaire 6 à la décision)

Point 2 de l'ordre du jour : DÉCISION SUR LES DATES DE LA CONFÉRENCE ANNUELLE D'EXAMEN DES QUESTIONS DE SÉCURITÉ DE 2018

Président

**Décision** : le Conseil permanent a adopté la Décision n° 1290 (PC.DEC/1290) sur les dates de la Conférence annuelle d'examen des questions de sécurité de 2018 ; le texte de cette décision est joint au présent journal.

Point 3 de l'ordre du jour : AFFAIRES COURANTES

Président

- a) *Agression en cours contre l'Ukraine et occupation illégale persistante de la Crimée par la Fédération de Russie* : Ukraine (PC.DEL/344/18), Bulgarie-Union européenne (l'Albanie, l'ex-République yougoslave de Macédoine et le Monténégro, pays candidats ; la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association et pays candidat potentiel ; l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège, pays de l'Association européenne de libre-échange, membres de l'Espace économique européen ; ainsi que la Géorgie et l'Ukraine, souscrivent à cette déclaration) (PC.DEL/349/18), Suisse (PC.DEL/360/18 OSCE+), États-Unis d'Amérique (PC.DEL/338/18), Turquie (PC.DEL/357/18 OSCE+), Canada (PC.DEL/361/18 OSCE+)
- b) *Situation en Ukraine et nécessité d'appliquer les accords de Minsk* : Fédération de Russie (PC.DEL/364/18)
- c) *Obstacles à la conduite de l'élection présidentielle russe dans les institutions diplomatiques de la Fédération de Russie en Ukraine* : Fédération de Russie (PC.DEL/368/18)
- d) *Non-reconnaissance de l'élection russe illégale dans la République autonome de Crimée et la ville de Sébastopol (Ukraine) temporairement occupées* : Ukraine (PC.DEL/345/18), Bulgarie-Union européenne (l'Albanie, l'ex-République yougoslave de Macédoine et le Monténégro, pays candidats ; la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association et pays candidat potentiel ; l'Islande, pays de l'Association européenne de libre-échange, membre de l'Espace économique européen ; ainsi que la Géorgie et l'Ukraine, souscrivent à cette déclaration) (PC.DEL/348/18), Canada, États-Unis d'Amérique (PC.DEL/340/18), Suisse (PC.DEL/355/18 OSCE+), Fédération de Russie (PC.DEL/367/18)
- e) *Violations des droits des enfants au Royaume-Uni* : Fédération de Russie (PC.DEL/352/18), Royaume-Uni (PC.DEL/366/18 OSCE+)

- f) *Glorification du nazisme en Lettonie* : Fédération de Russie (PC.DEL/354/18), Lettonie (PC.DEL/373/18 OSCE+), Royaume-Uni
- g) *Violations persistantes du droit international et des principes de l'OSCE en lien avec le bombardement de la République fédérale de Yougoslavie en 1999* : Fédération de Russie (PC.DEL/365/18 OSCE+), Ukraine, Serbie, Finlande, États-Unis d'Amérique, Président
- h) *Élection présidentielle tenue en Fédération de Russie le 18 mars 2018* : Bulgarie-Union européenne (l'Albanie, l'ex-République yougoslave de Macédoine et le Monténégro, pays candidats ; la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association et pays candidat potentiel ; l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège, pays de l'Association européenne de libre-échange, membres de l'Espace économique européen ; ainsi que le Canada et l'Ukraine, souscrivent à cette déclaration) (PC.DEL/347/18), Géorgie (PC.DEL/341/18 OSCE+), Suisse (PC.DEL/358/18 OSCE+), États-Unis d'Amérique (PC.DEL/343/18), Arménie (PC.DEL/375/18), Kazakhstan, Tadjikistan (PC.DEL/359/18 OSCE+), Turkménistan, Azerbaïdjan (PC.DEL/356/18 OSCE+), Kirghizstan (PC.DEL/377/18 OSCE+), Ouzbékistan, Biélorussie (PC.DEL/363/18 OSCE+), Mongolie, Ukraine (PC.DEL/346/18), Fédération de Russie (PC.DEL/370/18), Président
- i) *Inclusion de deux organisations dans la liste des organisations dites « indésirables » en Fédération de Russie* : Bulgarie-Union européenne (l'Albanie, l'ex-République yougoslave de Macédoine et le Monténégro, pays candidats ; la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association et pays candidat potentiel ; l'Islande et la Norvège, pays de l'Association européenne de libre-échange, membres de l'Espace économique européen ; ainsi que la Géorgie et l'Ukraine, souscrivent à cette déclaration) (PC.DEL/350/18), Fédération de Russie (PC.DEL/353/18 OSCE+)
- j) *Assurance du maintien de l'ordre dans le respect de la constitution aux États-Unis d'Amérique* : États-Unis d'Amérique (PC.DEL/351/18), Fédération de Russie (PC.DEL/369/18)

Point 4 de l'ordre du jour : **RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DE LA PRÉSIDENTENCE EN EXERCICE**

- a) *Retraite au niveau des ambassadeurs prévue à Trieste (Italie), du 7 au 9 juin 2018* : Président
- b) *Retraite au niveau des représentants permanents adjoints* : Président
- c) *Rapport du Président sur le processus de réflexion informel ouvert à tous concernant la participation des organisations de la société civile aux réunions et aux manifestations de l'OSCE, qui doit être présenté lors d'une réunion du Comité préparatoire le 20 avril 2018* : Président

Point 5 de l'ordre du jour : RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

- a) *Entretien du Secrétaire général avec le Réseau de groupes de réflexion et d'établissements universitaires de l'OSCE le 15 mars 2018* : Secrétaire général (SEC.GAL/48/18 OSCE+) (SEC.GAL/48/18/Add.1 OSCE+)
- b) *Réunions de groupes de travail pour faire progresser un nouveau projet en soutien au Traité sur le bassin du Dniestr, tenues à Chisinau le 15 mars 2018* : Secrétaire général (SEC.GAL/48/18 OSCE+) (SEC.GAL/48/18/Add.1 OSCE+)
- c) *Présentation du Programme de coopération de l'Arménie le 19 mars 2018* : Secrétaire général (SEC.GAL/48/18 OSCE+) (SEC.GAL/48/18/Add.1 OSCE+)
- d) *Appel à candidatures pour le poste de chef de la Mission de l'OSCE en Moldavie* : Secrétaire général (SEC.GAL/48/18 OSCE+) (SEC.GAL/48/18/Add.1 OSCE+)
- e) *Visites et réunions prévues du Secrétaire général* : Secrétaire général (SEC.GAL/48/18 OSCE+) (SEC.GAL/48/18/Add.1 OSCE+)

Point 6 de l'ordre du jour : QUESTIONS DIVERSES

- a) *Conférence interrégionale sur la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation qui conduisent au terrorisme, prévue à Séoul les 19 et 20 avril 2018 (SEC.GAL/39/18 OSCE+)* : République de Corée (partenaire pour la coopération), Président
- b) *Atelier sur le dialogue concernant la maîtrise des armements dans l'espace de l'OSCE : enseignements du passé, perspectives d'avenir ?, prévu le 13 avril 2018 (SEC.DEL/90/18 Restr.)* : Autriche
- c) *Journée internationale de l'élimination de la discrimination raciale, observée le 21 mars 2018 (SEC.DEL/107/18)* : Bulgarie-Union européenne
- d) *Élection présidentielle en Fédération de Russie, tenue le 18 mars 2018* : Fédération de Russie (PC.DEL/371/18)
- e) *Élections législatives prévues en Lettonie le 6 octobre 2018* : Lettonie (PC.DEL/374/18 OSCE+)

4. Prochaine séance :

Jeudi 12 avril 2018 à 10 heures, Neuer Saal



**Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe**  
**Conseil permanent**

PC.DEC/1289  
22 March 2018

FRENCH  
Original: ENGLISH

---

**1180<sup>e</sup> séance plénière**  
Journal n° 1180 du CP, point 1 de l'ordre du jour

**DÉCISION N° 1289**  
**PROROGATION DU MANDAT DE LA MISSION SPÉCIALE**  
**D'OBSERVATION DE L'OSCE EN UKRAINE**

Le Conseil permanent,

Rappelant sa Décision n° 1117, du 21 mars 2014, sur le déploiement d'une mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine (PC.DEC/1117), ses décisions n° 1162, du 12 mars 2015 (PC.DEC/1162), n° 1199, du 18 février 2016 (PC.DEC/1199), et n° 1246, du 16 mars 2017 (PC.DEC/1246), sur la prorogation du mandat de la Mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine,

Prenant en considération la demande du Gouvernement ukrainien relative à la prorogation du mandat de la Mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine (CIO.GAL/9/18),

Décide :

1. De proroger le mandat de la Mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine jusqu'au 31 mars 2019 ;
2. D'approuver les arrangements figurant dans le document PC.ACMF/21/18/Rev.3 ainsi que les ressources financières et humaines présentées dans les annexes 1 et 2 du document PC.ACMF/16/18 pour la Mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine pour la période allant du 1<sup>er</sup> avril 2018 au 31 mars 2019. À cet égard, autorise la mise en recouvrement de 84 793 800 euros sur la base du barème des opérations de terrain, au moment de la facturation, le solde étant financé grâce à des contributions volontaires.

PC.DEC/1289

22 March 2018

Attachment 1

FRENCH

Original: ENGLISH

**DÉCLARATION INTERPRÉTATIVE AU TITRE  
DU PARAGRAPHE IV.1 A) 6 DES RÈGLES DE PROCÉDURE  
DE L'ORGANISATION POUR LA SÉCURITÉ ET  
LA COOPÉRATION EN EUROPE**

Faite par la délégation du Canada :

« Monsieur le Président,

Le Canada souhaite également faire une déclaration interprétative au titre du paragraphe IV.1 A) 6 des Règles de procédure de l'OSCE à propos de la décision que le Conseil permanent vient d'adopter sur la prorogation du mandat de la Mission spéciale d'observation (MSO) de l'OSCE en Ukraine.

Le Canada se félicite de l'adoption de cette décision, et nous félicitons la Présidence italienne d'être parvenue à obtenir ce résultat en temps opportun.

Dans ce contexte, nous tenons à réaffirmer notre soutien sans réserve à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Conformément au mandat que nous venons de proroger, nous comptons que la MSO de l'OSCE bénéficiera d'un "accès sûr et sécurisé à toute l'Ukraine", telle que définie par la Constitution ukrainienne. À cet égard, je soulignerais que le Canada n'a pas reconnu et ne reconnaîtra pas la tentative d'annexion illégale de la République ukrainienne autonome de Crimée par la Fédération de Russie.

Le Canada demande que la présente déclaration soit jointe à la décision et consignée dans le journal de ce jour.

Merci. »

**DÉCLARATION INTERPRÉTATIVE AU TITRE  
DU PARAGRAPHE IV.1 A) 6 DES RÈGLES DE PROCÉDURE  
DE L'ORGANISATION POUR LA SÉCURITÉ ET  
LA COOPÉRATION EN EUROPE**

Faite par la délégation de la Fédération de Russie :

« Tout en s'associant au consensus en faveur de la décision du Conseil permanent sur la prorogation du mandat de la Mission spéciale d'observation (MSO) de l'OSCE en Ukraine, la Fédération de Russie considère que la zone géographique de déploiement de la Mission susmentionnée et les activités de cette dernière sont strictement définies par les paramètres de son mandat tel qu'approuvé par le Conseil permanent dans sa Décision n° 1117 en date du 21 mars 2014, qui reflète les réalités politiques et juridiques qui prévalaient à l'époque et, en particulier, le fait que la République de Crimée et la ville fédérale de Sébastopol font partie intégrante de la Fédération de Russie.

Compte tenu de la nécessité d'appliquer les dispositions de l'Ensemble de mesures en vue de l'application des accords de Minsk du 12 février 2015, y compris celles concernant l'instauration d'un régime de cessez-le-feu durable, la MSO devrait accorder une attention prioritaire à l'observation de la ligne de contact dans le Donbass à mesure égale de part et d'autre de cette dernière. Dissimuler ou déformer des informations et les présenter à l'appui ou à l'encontre de l'une des parties au conflit intra-ukrainien est inadmissible. En même temps, il serait opportun d'accroître le nombre et la qualité des rapports de la MSO sur la situation politique interne dans les autres régions de l'Ukraine, les atteintes aux droits de l'homme, les restrictions à la liberté d'expression, les manifestations de nationalisme et la discrimination en ce qui concerne les droits des minorités nationales, y compris en matière de langue et d'éducation.

La Fédération de Russie part du principe que le nouveau ratio, établi par cette décision, entre les contributions obligatoires des États participants et les contributions extrabudgétaires présente un caractère exceptionnel et se réserve le droit de revenir sur la question de ce ratio lors de l'examen du budget de la Mission pour la période suivante. Nous sommes d'avis que le maintien de la proportion 80 % – 20 %, tel que prévu dans la Décision n°1246 du Conseil permanent en date du 16 mars 2017, permet de ne pas accroître la charge financière pesant sur les États participants et de préserver la possibilité pour les pays qui s'étaient initialement déclarés disposés à financer une part importante du budget de la Mission de verser des contributions extrabudgétaires.

Nous demandons que la présente déclaration interprétative soit jointe à la décision qui a été adoptée et au journal de ce jour. »

**DÉCLARATION INTERPRÉTATIVE AU TITRE  
DU PARAGRAPHE IV.1 A) 6 DES RÈGLES DE PROCÉDURE  
DE L'ORGANISATION POUR LA SÉCURITÉ ET  
LA COOPÉRATION EN EUROPE**

La délégation de la Bulgarie, pays assumant la présidence de l'Union européenne (UE), a donné la parole au représentant de l'UE, qui a fait la déclaration suivante :

« À propos de la décision du Conseil permanent sur la prorogation du mandat de la Mission spéciale d'observation (MSO) de l'OSCE en Ukraine, l'Union européenne et ses États membres souhaitent faire la déclaration interprétative ci-après au titre des dispositions pertinentes des Règles de procédure :

L'Union européenne se félicite de l'adoption de la décision de proroger le mandat de la Mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine. Nous remercions la Présidence italienne de ses efforts dans la facilitation de cette prorogation.

Nous réaffirmons notre soutien sans faille à l'indépendance, à la souveraineté, à l'unité et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues. Nous ne reconnaitrons pas l'annexion illégale de la Crimée et de Sébastopol à la Fédération de Russie. En réponse à la déclaration interprétative faite par la Fédération de Russie, nous réaffirmons que le mandat de la MSO couvre l'ensemble de l'Ukraine, y compris la Crimée.

Nous appelons toutes les parties à assurer la sécurité et la sûreté des observateurs de la MSO ainsi que leur accès inconditionnel, notamment à toutes les parties des régions de Donetsk et de Louhansk et le long de la frontière avec ukraino-russe. Les menaces à l'égard des observateurs de la MSO et les autres entraves mises à leur travail et au fonctionnement de leurs équipements techniques constituent une violation de leur mandat et doivent cesser.

La MSO a un rôle vital à jouer dans la mise en œuvre du Protocole de Minsk, du Mémoire de Minsk et de l'ensemble de mesures en vue de l'application des accords de Minsk aux fins d'un règlement politique durable fondé sur le plein respect des principes et engagements de l'OSCE.

Nous exprimons notre gratitude à tous les membres de la MSO pour le dévouement dont ils font preuve dans des conditions difficiles et dangereuses. En outre, nous attendons avec intérêt une évaluation et un examen quant au fond de l'exécution du budget de la MSO au milieu de l'année de son mandat en vue d'assurer la rigueur dans les dépenses, en particulier pour les activités d'observation. Cette évaluation et cet examen sont



particulièrement importants pour maintenir la transparence dans l'exécution du contrat relatif aux drones à longue portée. Nous comptons que la Mission fera régulièrement le point sur l'utilisation de cette technologie supplémentaire et sur les plans futurs, y compris la possibilité de prolonger le contrat. L'amélioration de l'efficacité et la réalisation d'économies doivent demeurer la clé de voûte du travail du gestionnaire des fonds.

Je demande que la présente déclaration interprétative soit jointe à la décision et au journal de ce jour. »

L'ex-République yougoslave de Macédoine<sup>1</sup>, le Monténégro<sup>1</sup> et l'Albanie<sup>1</sup>, pays candidats, la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association et pays candidat potentiel, l'Islande et la Norvège, pays de l'Association européenne de libre-échange, membres de l'Espace économique européen, ainsi que la Géorgie et Saint-Marin, souscrivent à cette déclaration.

---

1 L'ex-République yougoslave de Macédoine, le Monténégro et l'Albanie continuent de faire partie du processus de stabilisation et d'association.

**DÉCLARATION INTERPRÉTATIVE AU TITRE DU  
PARAGRAPHE IV.1 A) 6 DES RÈGLES DE PROCÉDURE DE  
L'ORGANISATION POUR LA SÉCURITÉ ET LA  
COOPÉRATION EN EUROPE**

Faite par la délégation de la France :

« La France s'aligne sur la déclaration interprétative prononcée au nom des États membres de l'Union européenne.

Elle souhaite en outre faire en son nom propre une déclaration interprétative nationale au titre du paragraphe IV.1 A) 6 des règles de procédure de l'OSCE sur le point suivant.

La France tient à souligner que la mention de l'échelle des missions de terrain au paragraphe 2 de la présente décision, ne constitue pas l'acceptation d'une continuité de validité des anciens barèmes expirés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, ne préjuge en rien de la réforme des barèmes de contribution de l'OSCE qui doit intervenir, ni d'un maintien d'un système de deux barèmes, auquel la France n'est pas favorable.

Monsieur le Président, je vous demande de bien vouloir joindre la présente déclaration à la décision adoptée et de l'inclure également dans le journal du Conseil Permanent. »

PC.DEC/1289  
22 March 2018  
Attachment 5

FRENCH  
Original: ENGLISH

**DÉCLARATION INTERPRÉTATIVE AU TITRE  
DU PARAGRAPHE IV.1 A) 6 DES RÈGLES DE PROCÉDURE  
DE L'ORGANISATION POUR LA SÉCURITÉ ET  
LA COOPÉRATION EN EUROPE**

Faite par la délégation des États-Unis d'Amérique :

« Merci, Monsieur le Président.

Les États-Unis d'Amérique se félicitent de la prorogation du mandat de la Mission spéciale d'observation (MSO) de l'OSCE en Ukraine. Ce faisant, nous réaffirmons les déclarations interprétatives que nous avons faites lors de l'adoption du mandat le 21 mars 2014, de la première prorogation de ce mandat le 24 juillet 2014, de sa deuxième prorogation le 12 mars 2015, de sa troisième prorogation le 18 février 2016 et de sa quatrième prorogation le 16 mars 2017, au titre du paragraphe IV.1 A) 6 des Règles de procédure, et faisons observer que ces déclarations interprétatives demeurent valables.

Monsieur le Président, nous rappelons au Conseil permanent les principaux éléments de ces déclarations :

Les États-Unis réaffirment leur ferme attachement à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

Nous notons que la Mission spéciale d'observation en Ukraine est mandatée pour travailler dans toute l'Ukraine, y compris en Crimée.

Nous notons que tous les États participants sont tenus de coopérer avec la Mission spéciale d'observation et de ne prendre aucune mesure pour l'empêcher d'accéder à la Crimée ou à toute autre région de l'Ukraine.

Nous remercions l'ensemble des observateurs, le personnel et la direction de la Mission spéciale d'observation pour leur dévouement dans des conditions difficiles et, par moments, dangereuses.

Nous appelons l'Ukraine, la Russie et les séparatistes soutenus par cette dernière à faire en sorte que la MSO puisse circuler sans entraves sur tout le territoire de l'Ukraine et à garantir la sûreté et la sécurité de ses observateurs dans l'exécution de leurs tâches.

Nous soulignons à nouveau que les attaques, les menaces et l'intimidation de quelque nature que ce soit à l'encontre des observateurs de la MSO sont inacceptables, sont contraires

à ce mandat et doivent cesser. Les tentatives de perturbation des opérations de la MSO, y compris les vols de ses drones et ses autres moyens techniques d'observation, sont également contraires à ce mandat et doivent aussi cesser. De tels actes compromettent l'application des accords de Minsk.

Monsieur le Président, je demande que la présente déclaration interprétative soit jointe à la décision et au journal de ce jour.

Merci Monsieur le Président. »

PC.DEC/1289  
22 March 2018  
Attachment 6

FRENCH  
Original: ENGLISH

**DÉCLARATION INTERPRÉTATIVE AU TITRE  
DU PARAGRAPHE IV.1 A) 6 DES RÈGLES DE PROCÉDURE  
DE L'ORGANISATION POUR LA SÉCURITÉ ET  
LA COOPÉRATION EN EUROPE**

Faite par la délégation de l'Ukraine :

« Monsieur le Président,

À propos de l'adoption de la décision du Conseil permanent sur la prorogation du mandat de la Mission spéciale d'observation (MSO) de l'OSCE en Ukraine, la délégation de l'Ukraine souhaite faire la déclaration interprétative ci-après au titre du paragraphe IV.1 A) 6 des Règles de procédure de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

L'Ukraine exprime sa gratitude aux États participants de l'OSCE pour avoir appuyé la demande du Gouvernement ukrainien de proroger le mandat de la Mission spéciale d'observation de l'OSCE pour une nouvelle période de 12 mois.

Le Gouvernement ukrainien considère l'adoption de cette décision comme l'expression de la volonté continue de l'Organisation d'aider le pays à remédier aux graves conséquences de l'agression commise par la Fédération de Russie contre l'Ukraine en violation des normes impératives du droit international, de l'Acte final de Helsinki et des accords bilatéraux et multilatéraux qui garantissent l'intégrité territoriale de l'Ukraine, l'inviolabilité de ses frontières et la non-intervention dans ses affaires intérieures.

Nous attendons de la MSO qu'elle agisse en stricte conformité avec son mandat et reste en contact étroit avec les autorités du pays hôte au sujet des priorités de ses activités.

Nous considérons le rôle de l'OSCE et de la MSO comme revêtant une importance décisive dans la facilitation d'un règlement pacifique dans le Donbass dans le plein respect de l'indépendance, de la souveraineté, de l'unité politique et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine et dans la recherche de la désoccupation de la péninsule de Crimée.

L'Ukraine soutient fermement la MSO dans l'accomplissement de ses tâches liées à l'observation de la mise en œuvre des dispositions pertinentes des accords de Minsk, qui comprennent le Protocole et le Mémoire de septembre 2014 ainsi que l'Ensemble de mesures de février 2015.

La MSO doit disposer des ressources humaines et des moyens techniques nécessaires pour assurer une observation et une vérification efficaces dans la partie du Donbass touchée

par le conflit, y compris sur le segment de la frontière d'État contrôlée par la Fédération de Russie. Nous encourageons un recours efficace aux moyens disponibles, y compris les drones à longue portée.

Les observateurs de l'OSCE doivent bénéficier d'un accès intégral et sans entraves à l'ensemble du territoire de l'Ukraine, qui comprend la République autonome de Crimée et la ville de Sébastopol.

Le Gouvernement ukrainien réaffirme sa déclaration interprétative originelle, jointe à la Décision n° 1117 du 21 mars 2014, qui demeure valable. Le mandat de la Mission couvre l'ensemble du territoire de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues, y compris la République autonome de Crimée et la ville de Sébastopol. Nous encourageons la MSO à utiliser les instruments disponibles pour observer la situation, y compris dans le domaine des droits de l'homme dans la péninsule ukrainienne de Crimée.

La délégation de l'Ukraine demande que la présente déclaration soit jointe à cette décision et consignée dans le journal de ce jour.

Merci, Monsieur le Président. »



**Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe  
Conseil permanent**

PC.DEC/1290  
22 March 2018

FRENCH  
Original: ENGLISH

---

**1180<sup>e</sup> séance plénière**

Journal n° 1180 du CP, point 2 de l'ordre du jour

**DÉCISION N° 1290  
DATES DE LA CONFÉRENCE ANNUELLE D'EXAMEN DES  
QUESTIONS DE SÉCURITÉ DE 2018**

Le Conseil permanent,

Prenant en considération la recommandation du Forum pour la coopération en matière de sécurité,

Décide que la Conférence annuelle d'examen des questions de sécurité de 2018 se tiendra à Vienne, du 26 au 28 juin 2018.